

CHOISEUL LA REVUE



1 ENTRETIEN
MICHAEL FRIBOURG
P. 6

2 PORTRAIT
EMMANUEL MACRON
P. 8

3 FOCUS
CHOISEUL 100
P. 32

RECONSTRUIRE LA RELATION FRANCO-RUSSE

Par Arnaud Dubien



Arnaud Dubien est le directeur de l'Observatoire franco-russe (Moscou). Diplômé de l'Institut national des langues et civilisations orientales et de l'Institut d'études politiques de Paris, il a été, de 1999 à 2006, chercheur Russie/CEI à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Par la suite, il a dirigé plusieurs publications consacrées à l'espace post-soviétique, notamment l'édition russe de la revue *Foreign Policy* et les lettres confidentielles *Russia Intelligence* et *Ukraine Intelligence*. Arnaud Dubien a été, ces dernières années, consultant du ministère français des Affaires étrangères, du parlement européen, du GIFAS et de grands groupes industriels. Depuis 2010, il est membre du Club de discussion de Valdai.

Trois cents ans après la visite de Pierre le Grand à Paris, qui marque le début des relations diplomatiques bilatérales, la France et la Russie semblent ne plus se comprendre et regarder dans des directions différentes. Le contentieux à propos de la Syrie illustre assez bien la situation : les deux pays s'affrontent sur l'analyse de l'origine du conflit, sur la nature des acteurs, sur leurs alliances régionales et sur le règlement de la crise. Ces divergences renvoient, plus fondamentalement, à des visions diamétralement opposées de l'état du monde et des relations internationales. Elles sont à l'origine de l'annulation de la visite du président russe à Paris en octobre dernier, au cours de laquelle il devait inaugurer la nouvelle cathédrale orthodoxe du quai Branly.

Cette dégradation des relations bilatérales est d'autant plus remarquable qu'elle intervient après une décennie de spectaculaire développement, tant au plan politique qu'économique. La position partagée de Jacques Chirac et de Vladimir Poutine sur la guerre d'Irak en 2003 avait ouvert la voie à un dialogue stratégique empreint de confiance mutuelle. La présidence Sarkozy avait quant à elle vu la montée en puissance des relations commerciales et de la présence économique française en Russie. Le retour de la France

dans les structures militaires intégrées de l'OTAN n'avait pas remis en cause l'acquis stratégique entre Paris et Moscou, renforcé entre-temps par la médiation française en Géorgie et par le feu-vert donné au contrat Mistral. La nomination par François Hollande de Jean-Pierre Chevènement au poste de représentant spécial de la France pour la Russie semblait témoigner d'une volonté de continuité de la part de la nouvelle administration socialiste à Paris.

Comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

Les causes sont multiples et les responsabilités partagées. Les crises syrienne puis ukrainienne sont naturellement au cœur du problème. La relation franco-russe n'a pas fait exception à la dégradation générale du contexte diplomatique entre l'Occident et la Russie. La tonalité nouvelle apparue au printemps 2016 dans le discours français et la reprise des visites et contacts ministériels, qui paraissaient témoigner d'une volonté de normalisation progressive, n'ont pas résisté à la tragédie d'Alep. Le « serrage de vis » observé à Moscou depuis le printemps 2012, la crise économique et la sympathie visible du Kremlin envers le Front national n'ont assurément pas contribué à rendre la Russie très populaire en

France. D'autant que le traitement médiatique dont elle y fait l'objet est généralement hostile voire malveillant. Notons au passage que les perceptions de la France en Russie, longtemps très positives, sont aujourd'hui plus mitigées: notre pays y est perçu comme très affaibli économiquement, ayant abdiqué sa souveraineté et ne désirant pas ouvrir les yeux sur les véritables menaces auxquelles il est confronté.

L'année 2017 sera-t-elle l'occasion d'un nouveau départ entre Paris et Moscou?

Les évolutions du contexte international et l'élection présidentielle en France peuvent potentiellement changer la donne. En toute hypothèse, refonder la relation bilatérale implique d'avoir un débat raisonnable à Paris sur le dossier russe, de porter un regard lucide sur la Russie d'aujourd'hui et de (re) formuler ce que sont les intérêts de notre pays dans le partenariat avec Moscou. L'instrumentalisation de la «question russe» pendant les primaires de la droite et du centre puis au début de la campagne présidentielle confirme malheureusement que le sujet est désormais plus un marqueur politique qu'un thème propice à la réflexion apaisée. Les évaluations de la réalité russe sont polarisées, empreintes d'idéologie, souvent faites par des personnes ayant plus de convictions que de connaissances et rapportées par des médias rarement soucieux de nuances. Le concept même d'intérêt national est quant à lui plus ou moins ouvertement remis en cause, en particulier dans les cercles néo-conservateurs, dont l'influence dans le débat public à Paris et au sein de la haute administration française s'est considérablement accrue ces dernières années. En d'autres termes,

la tâche ne sera pas simple, à supposer qu'elle soit à l'ordre du jour du prochain locataire de l'Élysée.

À quoi pourrait ressembler une autre politique russe de la France? Quels seraient ses objectifs? Quels atouts serait-elle en mesure de mobiliser et quels écueils devrait-elle éviter?

ses positions en Europe. Le nouveau président pourrait, dès le Conseil européen de juin 2017, s'opposer à la reconduction des sanctions frappant parlementaires et hommes d'affaires russes tout en proposant, avec l'Allemagne et – ce serait souhaitable – les États-Unis une nouvelle initiative sur l'Ukraine. Elle reprendrait les principales dispositions des accords

ner des gages tangibles s'agissant de ses activités en Europe – qu'il s'agisse d'exercices militaires, d'activité dans le cyberspace ou en matière de propagande politique. La France ne doit pas exclure a priori l'hypothèse d'un veto à la reconduction des sanctions sectorielles si l'Ukraine ne «joue pas le jeu».

Au plan économique, priorité devra être donnée à la réactivation des domaines de coopération traditionnels (énergie, transport, agro-alimentaire, spatial) et au renforcement des liens dans deux domaines prometteurs: le tourisme (secteur dans lequel la France a une solide expertise et qui peut transformer durablement l'image

entreprises sont restées en Russie malgré les difficultés. Elles sont donc potentiellement bien placées sur un marché qui est le troisième hors-UE et Suisse pour la France en termes de volumes et vers lequel nous exportons pour l'essentiel des biens de haute technologie. La Coupe du monde de football 2018 qui doit avoir lieu en Russie pour-

“ La France et la Russie auraient par ailleurs intérêt à initier, reprendre ou amplifier leur partenariat dans de nombreux autres domaines... ”



François Hollande et Vladimir Poutine en février 2016 à Moscou.

Relancer le partenariat avec Moscou suppose probablement une initiative française à forte portée symbolique, rappelant l'ancienneté, la profondeur, la diversité de nos relations bilatérales, et qui ferait oublier la regrettable absence du chef de l'État français lors des commémorations du 70^{ème} anniversaire de la victoire des Alliés sur le nazisme le 9 mai 2015 à Moscou. Sur la question des sanctions, la France ne peut se satisfaire du statu quo mais doit, dans la mesure du possible, éviter un cavalier seul qui pourrait être dommageable à

de Minsk (autonomie du Donbass et contrôle de la frontière russo-ukrainienne par Kiev notamment) et serait assortie de deux «carottes» susceptibles de faire bouger les lignes: d'une part, un plan de reconstruction du Donbass et de remise à niveau économique de l'Ukraine et, d'autre part, une déclaration politique stipulant que l'Ukraine n'a pas vocation à rejoindre l'OTAN ni l'UE. En contrepartie, la Russie devra prendre toute sa part financière à ces projets, lever ses restrictions commerciales contre l'Ukraine et don-



Moskva-City, centre de commerce international de Moscou.

La France et la Russie auraient par ailleurs intérêt à initier, reprendre ou amplifier leur partenariat dans de nombreux autres domaines: antiterrorisme, lutte contre la prolifération (Moscou est inquiète des projets nord-coréens), environnement et changement climatique (thématiques auxquelles les Russes sont de plus en plus sensibles), mais aussi explorer de nouvelles pistes communes sur le continent africain par exemple.

de la Russie) et les nouvelles technologies (de nombreuses start-up françaises et russes coopèrent déjà à Paris et à Moscou). Il doit être relevé que si la relation commerciale a beaucoup souffert (le volume des échanges est passé de 21 milliards de dollars en 2013 à 12 milliards en 2015), la France conserve de nombreux atouts: elle a été, ces deux dernières années, le principal investisseur étranger (IDE en flux, hors offshore), tandis que ses

rait également donner lieu à un utile échange d'expérience entre nos deux pays. La relation franco-russe a connu, au cours de sa longue histoire, de nombreuses crises. Comme le notait le président Giscard d'Estaing lors de sa visite à Moscou en mai 2015, elle a toujours retrouvé des niveaux élevés. Nul doute que ce sera encore le cas après la crise qu'elle traverse depuis 2014.